

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 1012

Artikel: Balance des paiements : le passé florissant
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020513>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le passé florissant

(ag) Pour la neuvième année consécutive, la balance suisse des revenus (appelée aujourd'hui balance des transactions courantes) a été, en 1989, positive; pour la sixième année, le solde a été supérieur à dix milliards. Soit en 1989: 12,2 milliards.

La prospérité suisse est contenue dans de tels chiffres. Cette balance enregistre en effet toutes nos relations avec l'étranger, en marchandises, en services, en revenus de capitaux. Solde positif de près de 20'000 francs par habitant, et voilà pourquoi le train de vie helvétique est ce qu'il est, un des plus élevés du monde.

1989, telle qu'on l'a vécue, a été une année de plein emploi, de forte chauffe économique, mais aussi de politique

vaillie à plein temps. En 1989, les réactions des différents facteurs ont été conformes à ce schéma.

Quand tout va très bien, les importations croissent plus vite que les exportations, même si ces dernières sont soutenues. Le déficit est important: 10,9 milliards. A la manière des médias français, il y aurait prétexte à belle dramatisation.

Mais quand tout va bien, le tourisme peut prospérer et les banques sont en situation d'encaisser sur les affaires internationales de juteuses commissions (6 milliards): l'équivalent de trois fois le bénéfice net produit par le tourisme (2 milliards).

Dès lors, biens et services s'équilibrent de manière remarquable.

Reste la troisième partie, celle de la Suisse rentière. Il vaut la peine d'analyser de plus près.

L'étranger travaille pour nous

Il y a les capitaux suisses qui travaillent pour nous à l'étranger; il y a la main-d'œuvre étrangère qui travaille pour nous en Suisse. Ces travailleurs (les frontaliers) résidant dans les pays voisins exportent en conséquence leur salaire; ou bien ils résident en Suisse (les saisonniers) et envoient chez eux ce qui est nécessaire à l'entretien de leur famille, dont la Suisse n'a pas la charge en prestations publiques; quant aux étrangers résidents, ils exportent souvent leur épargne ou, de retour dans leur pays, bénéficient de prestations sociales, notamment de l'AVS.

Le poste des transactions courantes offre l'intérêt de mettre en regard et en balance cette double manière de faire travailler l'étranger. Le solde positif considérable (15,4 milliards, soit plus que le rendement de l'ensemble des services, 11,2 milliards) tient compte donc aussi des charges, étant admis, répétons-le sans se lasser, que ces charges sont en fait une économie des charges complètes réelles puisque les travailleurs étran-

gers viennent travailler chez nous «prêts à l'emploi».

En 1989, trois facteurs sont intervenus: — la hausse mondiale a accru le rendement des capitaux suisses placés à l'étranger. Rendement: 38,3 milliards.

— Les banques, vu les restrictions monétaires, ont été importatrices de capitaux. La Suisse a donc versé des intérêts accrus (+54%) à l'étranger, soit pour 16,9 milliards.

— Les revenus du travail des étrangers, en augmentation d'un milliard, se sont inscrits à 7 milliards. Il faut en déduire, si l'on veut être précis, le revenu de ceux qui, travaillant en Suisse, sont payés par l'étranger. Il s'agit essentiellement des fonctionnaires internationaux.

Toute opération faite, le gain pour la Suisse est de 15,4 milliards. C'est le chiffre même de notre balance générale, 15 milliards. C'est ce qui fait que nous vivons bien.

Conclusion

Même si un ralentissement de la conjoncture devait intervenir, la balance suisse n'est pas menacée: les taux internationaux élevés rentabilisent durablement sa fortune, les importations seraient plus faibles en cas de tassement. Le pays a donc les moyens d'entreprendre les réformes structurelles qui sont inévitables. Son problème est plutôt l'effet paralysant de sa richesse même. Le rentier inhibe l'entrepreneur. Il est difficile d'être privilégié et réformiste. Leçon (répétitive) de la balance des paiements. ■

Humour noir

Les investissements dans les pays en développement ont porté sur 2,2 milliards de francs, soit un montant très proche de celui de l'année précédente. Comme en 1988, ce flux s'est concentré essentiellement sur les centres financiers du tiers monde, à savoir les Caraïbes, le Panama et Singapour; peu de fonds ont été investis dans les autres régions en développement.

(Extrait du rapport de la Commission pour les affaires conjoncturelles, n° 325, pp. 7. et 8.)

monétaire restrictive imposée par la Banque nationale. La toile de fond internationale fut celle du dynamisme: preuve en soit l'expansion du commerce mondial qui s'est accru à un rythme soutenu de 7,5%. Comment se sont donc imbriquées ces données dans l'économie suisse?

Le schéma classique

La Suisse importe plus de marchandises qu'elle n'en exporte. Grâce aux services (tourisme, assurances privées, commissions des banques, transit) elle rétablit l'équilibre. Par le revenu des capitaux placés ou investis à l'étranger, elle assure son bénéfice. On rappellera la formule: la Suisse, c'est un rentier qui tra-

Mollesse voulue

Une étude de deux étudiants en science politique sur les élections cantonales bernoises de ce printemps relève que la mollesse de la campagne électorale correspondait à la stratégie des partis bourgeois qui tenaient à reconquérir la majorité. L'étude contient des données sur le coût de la campagne pour les principaux partis: UDC: 570'000 fr.; radicaux et socialistes: 400'000 fr. chacun; Liste libre: 150'000 fr. En tenant compte des dépenses des sections et des candidats le total doit dépasser deux millions de francs.